La religion civile américaine

Candice Bordes

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rdr/333>

DOI : 10.4000/rdr.333

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 6 novembre 2018

Pagination : 101-116

ISBN : 979-10-344-0023-2

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Candice Bordes, « La religion civile américaine », *Revue du droit des religions* [En ligne], 6 | 2018, mis en ligne le 25 novembre 2019, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/333> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.333>

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

LA RELIGION CIVILE AMÉRICAINE

Candice BORDES

Allocataire de recherche en droit public, Université de Perpignan Via Domitia

RÉSUMÉ

Dans la pensée de Jean-Jacques Rousseau, la religion civile peut s'envisager comme un instrument politique garant de cohésion sociale. Dans les années 1960, les travaux du sociologue Robert N. Bellah ont montré que cet « instrument politique » est plus particulièrement visible dans la culture américaine. Aux États-Unis, la religion civile soulève de nombreuses problématiques, notamment l'articulation de deux logiques : si la religion civile contient des éléments de religiosité, elle suit également un principe de laïcité.

ABSTRACT

According to Jean-Jacques Rousseau, civil religion can be considered as a political instrument which ensures social cohesion. In the 1960s, the work of the sociologist Robert N. Bellah showed that this “political instrument” is particularly visible in American culture. In the United States, civil religion raises many issues, including the articulation of two logics: if civil religion contains elements of religiosity, it also follows a principle of secularism.

Face à la sécularisation et la laïcisation, les États-Unis peuvent faire figure d'exception. La prégnance du religieux au sein de la société et des institutions américaines a pu laisser entendre qu'ils auraient échappé à ces deux phénomènes¹. Daniel Tanguay note que l'enchevêtrement de ces sphères peut surprendre d'un point de vue européen. À ce sujet, « l'incompréhension est [...] totale et la dérision semble souvent prendre la place de la réflexion² ». En France notamment, la pensée commune tend à voir une intention, une aspiration théocratique dans tous les projets portés par la culture américaine. Selon Camille Froidevaux-Metterie, cette « interprétation *sur-religieuse*³ » est le fruit d'un héritage conceptuel : si Alexis de Tocqueville trouvait dans le protestantisme les origines de la démocratie américaine, Max Weber y voyait également les principes de l'esprit du capitalisme. Face à cela, la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État n'a fait que nourrir l'hostilité française envers une éventuelle imbrication du politique et du religieux. Cependant, il faut rapidement écarter une interprétation trop caricaturale et guidée par un ethnocentrisme certain⁴. Ce sentiment d'incompréhension entrave l'étude objective du système américain et peut devenir très vite paralysant.

Pour comprendre cette intrication du politique et du religieux, la notion de « religion civile » est incontournable⁵. Cette expression est principalement associée aux travaux de Robert N. Bellah, mais a été initialement théorisée par Jean-Jacques Rousseau dans son *Contrat social*. Pour le philosophe français, les religions existantes ne parvenaient pas à insuffler une véritable conscience citoyenne au sein de la société. Pourtant, « il importe bien à l'État que chaque citoyen ait une religion qui lui fasse aimer ses devoirs⁶ ». L'instauration d'une religion civile devait s'inscrire dans cet objectif. Elle se comprend comme « une profession de foi purement civile dont il appartient

1. J. BAUBEROT, « Transferts culturels et identité nationale dans la laïcité française », *Diogenes*, n° 218, 2007, p. 25 : la sécularisation « implique une perte de pertinence des univers religieux par rapport à la culture commune », quand la laïcité recouvre « la place et le rôle social de la religion dans le champ institutionnel, les mutations de ce champ en relation avec l'État et le politique ».
2. D. TANGUAY, « Néoconservatisme et religion démocratique. Leo Strauss et l'Amérique », *Commentaire*, n° 114, 2006, p. 318.
3. C. FROIDEVAUX-METTERIE, « États-Unis : comprendre l'énigme théocratico-laïque », *Critique internationale*, n° 36, 2007, p. 106.
4. M. GUILLEMIN, *Constitution américaine et religion. L'exceptionnalisme en question*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 5.
5. Cette thématique a intéressé de nombreux penseurs en philosophie politique (V. R. S. BEINER, *Civil Religion: a Dialogue in the History of Political Philosophy*, Cambridge University Press, 2010).
6. J.-J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, Paris, LGF, 16^e éd. 2013, p. 214 et s.

au souverain de fixer les articles⁷ ». La théorie de Rousseau était plutôt risquée puisque cette nouvelle religion politique devait se construire face à un christianisme profondément implanté en Europe⁸. Une autre difficulté résidait dans le fait de reconnaître une religion civile sans pour autant la matérialiser dans de véritables préceptes religieux. Instaurer cette forme de « religiosité⁹ » peut sembler paradoxal mais est justifié par le fait qu'une part de transcendance est nécessaire à toute communauté politique. En effet, « toute souveraineté politique inclut des dimensions imaginaires et affectives qui tendent à la sacraliser¹⁰ ». Au sein des collectivités contemporaines, cet imaginaire ne s'applique pas dans un sens purement religieux. Dans la pensée de Marcel Gauchet, il est bien question d'« une disposition naturelle à l'homme, ou au moins à sa conscience, à être religieux¹¹ », mais la religion n'en est qu'un moyen d'expression parmi d'autres.

Robert N. Bellah a décelé cette dynamique dans la culture américaine. Selon ses termes, « cette dimension religieuse publique », cette « religion civile américaine s'exprime par un ensemble de croyances, de symboles et de rites¹² ». Ces codes ne sont pas figés, ils se sont construits progressivement selon trois « périodes d'épreuves¹³ » dont l'Indépendance et la guerre de Sécession furent les deux premières. Actuellement, une troisième période d'épreuve relèverait d'une crise de la théologie. En ce sens il faut comprendre que la symbolique même de cette religion civile, dont un des repères essentiels reste la notion de « Dieu », pourrait être affectée face au développement

7. *Ibid.* : les dogmes positifs supposent la croyance en l'existence d'une entité divine, la vie après la mort, « le bonheur des justes » et « le châiment des méchants », « la sainteté du contrat social et des lois ». Le dogme négatif suppose de lutter contre l'intolérance (qu'elle soit civile ou théologique).

8. Cela peut justifier que le chapitre relatif à la « religion civile » fut envoyé plus tardivement à l'éditeur. Ce rajout a pu être interprété comme le retour à une vision plus traditionnelle, incluant une part de transcendance qui n'était pas mentionnée auparavant dans le *Contrat social* (V. G. WATERLOT, « La religion civile de Jean-Jacques Rousseau », *Conférence de Ghislain Waterlot donnée aux Charmettes*, Université de Genève, 20 juin 2009 : http://www.ac-grenoble.fr/PhiloSophie/old2/file/Conference_waterlot_charmettes_juin_2009.pdf [consulté le 2 mai 2018]).

9. La religiosité peut se comprendre comme une « disposition religieuse à forte tendance affective, sans référence à une religion particulière, sans contenu dogmatique précis » : « Religiosité », *Trésor de la langue française informatisé* (TLFi) : <http://www.cnrtl.fr/definition/religiosit%C3%A9> [consulté le 2 mai 2018].

10. J.-P. WILLAIME, *Sociologie des religions*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 3^e éd. 2004, p. 77.

11. P. GAUDIN, « Est-on sorti de la religion ? La question du "religieux après la religion" selon Marcel Gauchet. Penser avec M. Gauchet contre M. Gauchet », *Monde chinois*, n° 35, 2013, p. 80.

12. R. N. BELLAH, « La religion civile en Amérique », *ASSR*, n° 35, 1973, p. 10.

13. *Ibid.*, p. 20.

de l'athéisme, de l'agnosticisme, donc du recul des références au divin. Alors qu'elle avait vocation à rassembler les individus, elle pourrait finalement exclure cette partie de la nation. Malgré tout, si cette religion civile s'est formée et se forme encore au gré des différentes phases historiques du pays, on peut lui reconnaître une fonction identitaire. Elle devient « la manière d'identifier les Américains par rapport au reste du monde¹⁴ ».

La formule même de « religion civile » soulève de nombreuses interrogations. Robert N. Bellah était conscient des débats que la réunion de ces termes soulève¹⁵. La religion suppose un « ensemble de doctrines et de pratiques qui constitue le rapport de l'homme avec la puissance divine » (Littré). L'adjectif « civil/e » quant à lui, relève de ce « qui appartient à tout citoyen pour ce qui concerne sa vie personnelle¹⁶ ». Associer ces deux éléments dans une seule et même formule revient à admettre une articulation entre le divin et l'individu dans son rôle de citoyen. Alexis de Tocqueville s'est intéressé à cette subtilité de la culture américaine¹⁷. Il admettait lui-même : « j'avais vu parmi nous l'esprit de religion et l'esprit de liberté marcher presque toujours en sens contraire. Ici, je les retrouvais intimement unis l'un à l'autre¹⁸. » Raymond Aron confirme la coordination d'un « esprit de religion » et d'un « esprit de liberté¹⁹ ». Camille Froidevaux-Metterie évoque quant à elle « deux forces contradictoires qui coexistent depuis les origines de la nation : l'esprit de religion [...] que l'on peut ramener à la volonté proprement théocratique de placer l'ordre civil sous tutelle chrétienne, et l'esprit de laïcité, défendu par les partisans d'un État neutre religieusement²⁰ ».

14. A. CORTEN, « “Le mal existe”. Religion et néoconservatisme dans le discours de George W. Bush », *Mots. Les langages du politique*, n° 79, 2005, p. 16.

15. R. N. BELLAH and P. E. HAMMOND, *Varieties of Civil Religion*, Eugene, Wipf and Stock, 2013, p. 4 : d'autres expressions telles que « religion politique », « religion de la République » ou « piété publique », jugées plus neutres, n'auraient peut-être pas soulevé toutes les ambiguïtés induites par celle de « religion civile ».

16. G. CORNU, *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 9^e éd. 2011, p. 175.

17. D. KRIES, « Alexis de Tocqueville on “Civil Religion” and the Catholic Faith », in R. WEED and J. VON HEYKING, *Civil Religion in Political Thought*, Washington, CUA Press, 2010, p. 195 : sur la question de la religion civile, Alexis de Tocqueville s'inscrit dans une perspective rousseauiste.

18. A. DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, t. 1, Paris, Pagnerre, 1850, p. 357 : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k65358454> [consulté le 2 mai 2018].

19. R. ARON, « Idées politiques et vision historique de Tocqueville », *RFSP* 1960, p. 519 : il y ajoute également un « esprit de commerce ».

20. C. FROIDEVAUX-METTERIE, *Politique et religion aux États-Unis*, Paris, La Découverte, « Repères », 2009, p. 5.

Il est possible de se référer à deux notions aussi antagonistes que complémentaires : celle de religiosité et celle de laïcité. Si ces principes semblent évoluer de concert sans se heurter, ne serait-ce pas finalement une façade ? L'un ne prendrait-il pas toujours l'ascendant sur l'autre ? Question d'autant plus légitime que des phases d'alternance se sont distinguées entre une première conception théologique et une seconde séparatiste²¹. Il faut interroger ces différentes perspectives, parfaitement illustrées par la religion civile américaine.

Cette dernière s'envisage comme un point de rencontre, mais aussi d'équilibre entre deux logiques. D'une part, la religion civile contient incontestablement cet ancrage religieux, cet *esprit de religion* (1). D'autre part, elle semble progressivement s'en détacher au profit d'un *esprit de laïcité* (2). Ainsi, la dynamique inspirée par le principe de laïcité a pu trouver une assise juridique tout en conservant une forme de religiosité.

1. LA RELIGION CIVILE, UN AUTHENTIQUE *ESPRIT DE RELIGION*

Les *Pilgrim Fathers*, ou Pères pèlerins, avaient une conception très rigoureuse de la place que la religion devait revêtir au sein de la société²². Pour Maxence Guillemin, le pacte du *Mayflower* pourrait se présenter comme le point de départ d'un « contractualisme entre l'ici-bas et l'au-delà²³ ». Parce que la religion civile américaine s'inspire de ces premiers éléments, on ne peut lui nier un caractère sacré. Si « cette sacralité est dotée de ses propres dogmes et de son propre chemin de foi, qui dépasse la simple notion de religiosité²⁴ » (1.1), elle s'exprime également au travers du peuple américain, « peuple élu » de Dieu (1.2).

21. C. FROIDEVAUX-METTERIE, « Comment l'esprit de religion défie l'esprit de laïcité », *Critique internationale*, n° 44, 2009, p. 13.

22. N. GUETIN, « USA : généalogie du religieux dans le discours politique », *Les Temps modernes*, n° 626, 2004, p. 105 : « l'église, centre de la vie politique et sociale, rassemblait des membres qui jouissaient des droits de citoyen. Entrer dans la communauté impliquait tout un cérémonial, consistant notamment en une confession publique et en une élection par les "Saints" de la congrégation. »

23. M. GUILLEMIN, *Constitution américaine et religion*, *op.cit.*, p. 23 : l'auteur précise que le terme *covenant* est primordial. Il le traduit par « alliance » plutôt que « contrat ».

24. *Ibid.*, p. 12.

1.1. UNE SYMBOLIQUE PROPRE À LA RELIGION CIVILE AMÉRICAINE

À l'image des religions traditionnelles, la religion civile a « ses prophètes et ses martyrs, ses événements et ses lieux sacrés, ses rites solennels et ses symboles²⁵ ». Elle s'illustre tout d'abord à travers la figure du président des États-Unis qui se présente comme « le premier gardien du temple du droit et de la morale, il est le premier serviteur de cette "religion civile" [...]. Il peut même en devenir le "prophète" comme le furent Washington, Jefferson ou Lincoln²⁶ ». Toute une symbolique est attachée à cette fonction et la prestation de serment²⁷ en est un élément fondateur²⁸. À chaque élection présidentielle, le nouveau président élu prête serment sur la Bible. Un acte fort dont la connotation religieuse est incontestable²⁹. Dans cette optique, Diane Winston mentionne les *White House Prayer Breakfasts*. Organisé pour la première fois par le président Eisenhower en 1953, cet événement se veut aussi spirituel que politique³⁰. Ce rassemblement, auquel sont conviés des personnalités politiques ou encore du monde des affaires, permet d'engager un dialogue sur une diversité de sujets. Les relations diplomatiques sont, de la même façon, au cœur de cette rencontre. Il faut également noter l'existence d'une *Presidential Prayer Team* depuis 2001. Cette entité est présentée comme « un ministère national dédié à une mission spécifique, celle d'encourager, d'inspirer et de prier pour notre président, les dirigeants nationaux et les forces militaires³¹ ». Qu'il s'agisse de la fonction exécutive, législative ou de l'autorité judiciaire, les références au divin restent omniprésentes (souvent par l'intermédiaire de prières³²). Alors que les discours politiques sont ponctués par l'expression

25. R. N. BELLAH, « La religion civile en Amérique », art. cit., p. 22.

26. O. APPAIX, « Aux États-Unis, la "religion civile" ou la spiritualité constitutionnelle », *Autres Temps. Cahiers d'éthique sociale et politique*, n° 68, 2000, p. 82.

27. Constitution des États-Unis, 17 sept. 1787, Art. II, Sect. 1.

28. E. MARIENSTRAS, « Nation et religion aux États-Unis », *ASSR*, n° 83, 1993, p. 134 : « le serment sur la Bible prêté par les présidents élus ou par les témoins cités devant les tribunaux [...] font preuve d'une certaine présence du religieux dans le politique aux États-Unis. »

29. I. A. CORNELISON, *The Relation of Religion to Civil Government in the United States of America. A State without a Church, but not without a Religion*, New York, Putnam 1895, Cornell University Library, p. 328 : <http://www.archive.org/details/cu31924029253353> [consulté le 2 mai 2018].

30. D. WINSTON, « National Prayer Breakfast: What does its history reveal? », *The Conversation*, 1 Feb. 2017 : <https://theconversation.com/national-prayer-breakfast-what-does-its-history-reveal-71978> [consulté le 2 mai 2018].

31. Site officiel : <http://www.presidentialprayerteam.org/> [trad. par nous] [consulté le 2 mai 2018].

32. La prière « revêt aux États-Unis, une valeur de geste politique » (V. S. FATH, *Dieu bénisse l'Amérique. La religion de la Maison-Blanche*, Paris, Seuil, 2004).

« *God Bless America*³³ », les séances du Congrès s'ouvrent sur un ensemble de prières et celles de la Cour suprême sur une formule comprenant la mention : « que Dieu protège les États-Unis et cette honorable cour !³⁴ ».

Outre les sphères politique et juridique, la société américaine est fortement imprégnée de cette spiritualité. De nombreux événements et lieux sacrés sont intrinsèquement assimilés à cette religion civile. L'effervescence suscitée par la célébration d'une mémoire collective doit permettre l'émergence d'une identité nationale forte. Mokhtar Ben Barka souligne que « cela est possible grâce à la réactivation d'éléments culturels et historiques appartenant au passé fondateur, notamment l'héritage puritain³⁵ ». Un jour particulièrement important, le *National Day of Prayer* institué en 1952, invite les individus à prier pour la nation³⁶. La cohésion sociale s'organise ainsi autour d'un calendrier de dates officielles³⁷ se référant à l'histoire américaine. L'anniversaire de Georges Washington fait partie des dates célébrées. Citons également le *Thanksgiving Day* qui rend hommage aux populations ayant accueilli les colons dans les années 1620. L'*Independence Day* célèbre la signature de la Déclaration d'Indépendance. Le *Memorial Day* et le *Veterans Day* rendent hommage quant à eux à toutes les forces armées s'étant sacrifiées pour la patrie. Les commémorations ainsi énoncées glorifient la liberté, le sacrifice et le courage. Ces valeurs sont encore rattachées à des lieux spécifiques³⁸ tels que la Statue de la Liberté ou les cimetières nationaux de Gettysburg³⁹ et d'Arlington (tous deux cimetières militaires construits durant la guerre de Sécession).

33. Cette formule est liée à une chanson patriotique écrite par Irving Berlin et publiée en 1939 (« *God Bless America* » : Library of Congress, *Song-Collection*, 2002 : <https://www.loc.gov/item/ihas.200000007/> [consulté le 2 mai 2018]).

34. SUPREME COURT OF THE UNITED STATES, « The Court and Its Procedures » : <https://www.supremecourt.gov/about/procedures.aspx> [trad. par nous] [consulté le 2 mai 2018].

35. M. BEN BARKA, « Introduction à la notion d'exceptionnalisme. La "religion civile" en tant qu'illustration de l'exceptionnalisme religieux américain », in M. BEN BARKA (dir.), *L'exceptionnalisme politico-religieux aux États-Unis. Un peuple élu par Dieu ?*, Arras, Artois Presses Université, 2016, p. 15.

36. Joint Resolution to provide for setting aside an appropriate day as a National Day of Prayer : Pub. L. 82-324.

37. 5 U.S. Code Ch. 61 Hours of Work, § 6103 Holidays.

38. Les modalités relatives aux sites historiques et lieux de commémoration sont prévues par Pub. L. 113-287, 113th Congress, 2nd Session, July 11, 1955.

39. Abraham Lincoln y avait prononcé un discours le 19 novembre 1863 (*Gettysburg Address*), dans lequel les termes et expressions suivants étaient présents : « une nouvelle nation conçue dans la liberté », « pour ceux qui, ici, ont donné leur vie », « sous le regard de Dieu » [trad. par nous].

La symbolique de cette religion civile transparaît aussi au travers de formules profondément ancrées dans le quotidien des Américains⁴⁰. « *In God We Trust* » est la devise officielle des États-Unis depuis 1956, leur *motto*⁴¹. Elle trouve son origine dans un contexte de grande ferveur religieuse lors de la Guerre civile⁴². Cette maxime sera inscrite sur les pièces de monnaie à partir de 1864 et sur les billets de banque dès 1957⁴³. La formule « *One Nation Under God* » est quant à elle citée dans le *Pledge of Allegiance*. La mention « *Under God* » y a été ajoutée en 1954⁴⁴ malgré un débat sur sa compatibilité avec le Premier Amendement⁴⁵. Adressé au drapeau américain, ce serment d'allégeance repose sur un cérémonial⁴⁶ destiné à montrer l'attachement des citoyens à la nation. Il est important de rappeler la forte symbolique du drapeau, de cet emblème qui a fait l'objet d'une protection rigoureuse dans le *Flag Protection Act* de 1989⁴⁷. Cette loi fut toutefois jugée inconstitutionnelle par la Cour suprême dans la décision *United States v. Eichman*⁴⁸, prenant elle-même appui sur un précédent jugement *Texas v. Johnson*⁴⁹. Dans les deux cas, une représentation du drapeau américain avait été brûlée. La question était donc celle de la liberté d'expression, prévue par le Premier Amendement, face à celle de l'atteinte à l'image de la patrie. On sait aujourd'hui que la thèse du *burning flag* comme *symbolic speech* l'a emporté. En principe, si une conviction est exprimée, la manifestation d'une conviction différente doit pouvoir être autorisée⁵⁰. Or, ce contre-discours ou *symbolic counter-speech* n'a pas été reconnu en toutes circonstances. La décision *United States v. O'Brien*⁵¹ est souvent citée en ce sens⁵².

40. D. LACORNE, « Une laïcité à l'américaine », *Études*, 2008/10, p. 297.

41. Pub. L. 84-851.

42. U.S. Department of the Treasury, « History of "In God We Trust" » : <https://www.treasury.gov/about/education/Pages/in-god-we-trust.aspx> [consulté le 2 mai 2018].

43. Pub. L. 84-140.

44. Pub. L. 83-396.

45. S. G. GEY, « "Under God", the pledge of allegiance, and other constitutional trivia », *North Carolina Law Review*, vol. 81, n° 5, 2003.

46. 4 U.S. Code Ch. 1 The Flag, § 4 Pledge of allegiance to the flag; manner of delivery.

47. Pub. L. 101-131.

48. *United States v. Eichman*, 496 U.S. 310 (1990).

49. *Texas v. Johnson*, 491 U.S. 397 (1989).

50. V. H. M. WASSERMAN., « Symbolic counter-speech », *William & Mary Bill of Rights Journal*, Vol. 12, Issue 2, Art. 6, 2004, p. 20.

51. *United States v. O'Brien*, 391 U.S. 367 (1968).

52. Lors de la guerre du Vietnam, un individu nommé O'Brien détruisit son ordre d'incorporation dans l'armée (*draft card*) alors qu'une loi l'interdisait. Officiellement, cette interdiction devait faciliter le fonctionnement de l'armée et de la conscription. La Cour suprême retiendra cette dernière interprétation pour estimer que l'acte de contestation

L'ensemble de cette symbolique laisse penser que l'ensemble de la vie publique et politique est lié à Dieu et sa volonté. Le peuple américain lui-même est présenté comme « peuple élu » dont la mission serait de porter la bonne parole à travers le monde. Camille Froidevaux-Metterie rappelle que « pour les colons puritains [...] il s'agissait de fonder une communauté de "saints" préfigurant une société chrétienne parfaite⁵³ et s'offrant au monde comme modèle⁵⁴ ».

1.2. LE PEUPLE AMÉRICAIN COMME « PEUPLE ÉLU »

La religion civile américaine repose sur trois piliers : théisme, exemplarité et messianisme⁵⁵. Le premier se comprend comme la manifestation d'une « croyance en l'existence de Dieu » (Litttré). Le second repose sur le respect d'un certain nombre de valeurs. Reste le troisième, un messianisme clairement assumé puisque les États-Unis doivent servir de modèle en promouvant l'ensemble de ces principes⁵⁶. Nicole Guétin précise que « le mot messianisme a une forte connotation religieuse ; il renvoie à une idée de rédemption et de salut. S'appuyant sur des fondements religieux, les Américains se sentent toujours investis d'une mission planétaire pour "sauver" le monde de la violence et du terrorisme » au nom de la liberté⁵⁷. Dans la même perspective, Moktar Ben Barka remarque que « les Américains ont la particularité de se vouloir et d'être véritablement différents, voire uniques ; c'est ce qu'on appelle "l'exceptionnalisme américain" »⁵⁸. Les

contre la guerre (symbolisé par la destruction de l'ordre d'incorporation) n'entre pas dans le cadre du droit à la liberté d'expression. Ici, la limitation du discours symbolique était de l'intérêt du gouvernement (V. T. HOCHMANN, « Constitution et religion : analyse de la jurisprudence américaine relative au créationnisme », *RFD const.* 2009, p. 773).

53. Certains auteurs ont identifié la religion civile américaine à la religion chrétienne elle-même. Nathalie Luca l'associe à la culture religieuse WASP, c'est-à-dire *White Anglo-Saxon Protestant* (V. N. LUCA, « De la liberté religieuse et du multiculturalisme aux États-Unis », *ASSR*, n° 140, 2007, p. 133).

54. C. FROIDEVAUX, « L'Église américaine ou l'échec d'un catholicisme "dans le siècle" (1780-1899) », *RFSP* 1999, p. 80.

55. C. FROIDEVAUX-METTERIE, « Pouvoir et religion : vers une nouvelle ère laïque ? », *Rev. int. et stratégique*, n° 76, 2009, p. 143.

56. D. H. DAVIS, « Competing Notions of Law in American Civil Religion », *Law, Text, Culture*, n° 1, 2000, art. 16 : dans la pensée conservatrice, le peuple américain a été véritablement choisi. En revanche, dans une conception libérale, le peuple américain « a une responsabilité, un rôle à jouer dans le monde non pas parce qu'il est le peuple élu mais parce qu'il est particulièrement béni avec de vastes ressources à partager » [trad. par nous].

57. N. GUÉTIN, art. cit., p. 113.

58. M. BEN BARKA, art. cit., p. 7.

citoyens américains seraient investis d'« une obligation morale de diffuser leurs idées et d'affirmer la défense de leurs valeurs universelles et chrétiennes⁵⁹ ». Cette image s'inscrit dans le parallèle fréquemment réalisé entre les États-Unis et « l'antique Israël⁶⁰ ». Alors que l'Europe serait assimilée à l'Égypte, les colons britanniques en exode auraient finalement rejoint la Terre promise, les États-Unis en tant que « Nouvelle Jérusalem⁶¹ ». Cette référence conforte l'idée selon laquelle la volonté divine doit se réaliser sur terre par l'intermédiaire des États-Unis.

Micheal Medved souligne que « depuis l'époque des pèlerins, les dirigeants de la nouvelle société qui ont émergé dans le Nouveau Monde ont embrassé le concept central d'une destinée divinement déterminée⁶² ». À l'expression d'« exceptionnalisme américain » doit être associée celle de *Manifest Destiny* ou « destinée manifeste ». Elle trouve son origine en 1845 avec la publication de deux articles du journaliste John O'Sullivan dans le *United States Magazine and Democratic Review*⁶³. Ce dernier entendait justifier la conquête de l'Ouest américain et notamment l'annexion du Texas par une prédestination divine. De nombreuses décisions politiques y ont cherché une forme de légitimation⁶⁴. C'est le cas de l'expansionnisme territorial⁶⁵ comme de la guerre de Sécession⁶⁶. Cette idée transparaît dans les discours d'investiture ou *Inaugural Address*⁶⁷. John F. Kennedy soutenait en 1961 : « l'énergie, la foi et le dévouement [...] éclaireront notre pays [...] et cette lueur peut

59. M. B. McNAUGHT, *La religion civile américaine. De Reagan à Obama*, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 15.

60. J. COENEN-HUTHER, « Les formes élémentaires et la sociologie contemporaine », *L'Année sociologique* 2012, p. 511.

61. R. N. BELLAH, « La religion civile en Amérique », art. cit., p. 22.

62. M. MEDVED, *The American Miracle. Divine Providence in the Rise of the Republic*, Crown Forum, 2016, p. 359.

63. M. MONTAGUTELLI, « La destinée manifeste », in M. BEN BARKA (dir.), *L'exceptionnalisme politico-religieux aux États-Unis*, op. cit., p. 28.

64. M. GUILLEMIN., *La religion civile américaine. Une théorie de droit constitutionnel*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 35.

65. C. HAGE-ALI, « "Destinée Manifeste" et mission évangélique, ou les fondements mystico-politiques d'une Amérique providentielle », in M. BEN BARKA (dir.), *L'exceptionnalisme politico-religieux aux États-Unis*, op. cit., p. 46 : « les défenseurs de ce concept [...] appelaient au peuplement du territoire nord-américain d'Est en Ouest, de l'Atlantique au Pacifique, et y entrevoient en outre la promesse pour les Américains de tenir un rôle exceptionnel parmi les nations auquel Dieu les avait prédestinés. »

66. O. APPAIX, art. cit., p. 79 : « Lincoln, qui conduisit les États du Nord dans la guerre de Sécession (1861-1865), justifiait l'un des conflits les plus meurtriers du XIX^e [...] comme l'expression de la volonté divine sur Terre. »

67. Pour visualiser l'intégralité des discours d'investiture : <http://www.presidency.ucsb.edu/inaugurals.php> [trad. par nous] [consulté le 2 mai 2018].

réellement se diffuser au monde entier.» En 2001, Georges W. Bush assurait : « notre foi démocratique est bien plus que le credo de notre pays, elle est [...] un bien que nous portons et transmettons. » Barack Obama n'a pas fait exception, il déclare en 2009 : « c'est là la source de notre confiance, le fait de savoir que Dieu nous appelle pour façonner un destin incertain. » Il reviendra en 2013 sur le caractère « exceptionnel » des Américains. Enfin, Donald Trump affirmait en 2017 : « ensemble nous déterminerons la voie pour l'Amérique et pour le monde pour des années. » Cette posture peut retranscrire l'intention des premiers colons britanniques qui entendaient réaliser l'« utopie religieuse » paralysée sur le vieux continent⁶⁸.

Cette volonté universaliste peut se heurter à une réalité qu'il est impossible de négliger : le pluralisme religieux. C'est ici que la spécificité de la religion civile se dessine : tout en utilisant les « codes » des religions traditionnelles, elle s'en distingue. Rappelons qu'elle s'est développée selon la conception des Pères pèlerins et en garde assurément des traces. Elle s'est tout de même transformée pour tendre vers une plus grande tolérance sous l'impulsion des *Founding Fathers* ou Pères fondateurs. À ce titre, il est souvent fait mention de deux textes précurseurs et vecteurs de cette tolérance aux États-Unis : le *Maryland Toleration Act* ou *Act Concerning Religion* en 1649 et le *Virginia Statute for Establishing Religious Freedom* en 1786⁶⁹. L'intérêt était alors de tendre vers une plus grande liberté religieuse. Ainsi, ce premier *esprit de religion* va progressivement, et peut-être paradoxalement, se mettre au service d'un idéal de laïcité.

2. LA RELIGION CIVILE, VERS UN VÉRITABLE *ESPRIT DE LAÏCITÉ*

La particularité de la religion civile est qu'elle « englobe les autres religions, sans [...] leur faire concurrence. L'appartenance à la religion civile n'est pas [...] contraire à la religion traditionnelle : en théorie, un Américain pourrait bien partager les deux systèmes de croyance⁷⁰ ». Cette coexistence est permise, justement, par la reconnaissance d'une séparation entre l'Église

68. J.-M. VALANTIN, « Religion et stratégie aux États-Unis », *Rev. int. et stratégique*, n° 57, 2005, p. 104.

69. C. FROIDEVAUX-METTERIE, *Politique et religion aux États-Unis*, op. cit., p. 23.

70. M. BEN BARKA, art. cit., p. 11 : une « neutralité confessionnelle de la religion civile » est revendiquée. Il est possible de repenser ici aux propos de Jean-Jacques Rousseau : « maintenant qu'il n'y a plus et qu'il ne peut plus y avoir de religion nationale exclusive, on doit tolérer toutes celles qui tolèrent les autres, autant que leurs dogmes n'ont rien de contraire aux devoirs du citoyen » (V. J.-J. ROUSSEAU, op. cit., p. 221).

et l'État (2.1)⁷¹. Le principe de laïcité tel qu'appliqué aux États-Unis permet d'envisager la religion civile américaine dans une perspective plus large, celle d'une « religion civile mondiale⁷² ». Cette dernière serait fondée sur la valorisation des droits de l'homme, envisagés aujourd'hui comme « religion civile moderne⁷³ » (2.2).

2.1. POUR UNE RELIGION CIVILE DÉCONFESSIONNALISÉE

La thématique de la laïcité n'est pas exclusive à la France. Amanda Barb confirme que, « avant la France, les États-Unis se sont voulus constitutionnellement laïques⁷⁴ ». Valérie Orange précise que cette laïcité doit se comprendre « comme un cadre politique et juridique d'aménagement de la diversité religieuse, marqué par la séparation des pouvoirs religieux et politique⁷⁵ ».

Même s'il n'est pas explicitement renvoyé au terme de laïcité, il est bien question d'un « mur de séparation entre l'Église et l'État ». Thomas Jefferson utilise cette formule dans sa Lettre aux baptistes de Danbury du 1^{er} janvier 1802. Le Premier Amendement du *Bill of Rights*, adopté en 1791, en détermine les modalités selon deux clauses. L'*Establishment Clause* interdit au Congrès l'adoption de lois destinées à asseoir une religion nationale officielle, ou à valoriser une religion par rapport à une autre. La *Free Exercise Clause* (ou *Freedom of Religion Clause*⁷⁶) impose quant à elle le principe de libre exercice des cultes et la liberté de conscience. Notons que la volonté des Pères fondateurs n'a pas trouvé d'application immédiate. Il a fallu attendre l'intervention de la Cour suprême dans les années 1940 pour que ces principes trouvent une réalité en pratique⁷⁷. Les affaires *Cantwell v. Connecticut* en 1940⁷⁸ et

71. A. DE TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 358 : « tous [les fidèles de toutes les communions interrogés par Tocqueville] attribuaient principalement à la complète séparation de l'Église et de l'État l'empire paisible que la religion exerce en leur pays. »

72. R. N. BELLAH, « La religion civile en Amérique », art. cit., p. 22.

73. F. FORET, « Quels présupposés pour la démocratie européenne ? Regards croisés sur le rôle du religieux », *Politique européenne*, n° 19, 2006, p. 136 et s.

74. A. BARB, « Une laïcité ouverte aux religions ? Le modèle américain », *Études*, 2016/1, p. 19.

75. V. ORANGE, « Laïcités dans le monde et approches plurielles des discriminations », in B. ESTEVE-BELLEBEAU et M. TOUZEIL-DIVINA (dir.), *Laï-Cité(s) et discrimination*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 35.

76. C. FROIDEVAUX-METTERIE, *Politique et religion aux États-Unis*, *op. cit.*, p. 41.

77. F. RANDAXHE, « De "l'exception religieuse" états-unienne. Retour sur un débat », *ASSR*, n° 122, avril-juin 2003, p. 15.

78. *Cantwell v. Connecticut*, 310 U.S. 296 (1940).

Everson v. Board of Education en 1947⁷⁹ ont respectivement servi d'appui à l'application de la clause de libre exercice et celle de non-établissement.

Un paradoxe se profile puisqu'il semble impensable de concilier cette volonté de neutralité de l'État quand lui-même promeut une religion civile guidée par « son Dieu ». Cela est rendu possible par le simple fait de ne se rapporter à aucune confession déterminée. L'objectif reste de dépasser « les singularités théologiques⁸⁰ ». Robert N. Bellah assure que même si cette religion civile « dérive en grande partie du christianisme [...] elle ne s'y réduit pas⁸¹ ». Le Dieu auquel il est fait appel dans ce contexte serait un Dieu dans son sens général, compris comme une force supérieure devant servir de guide. Il s'agit plutôt d'un « Dieu tutélaire dans lequel chaque croyant doit pouvoir se retrouver, quelle que soit sa confession⁸² ». Il est alors fait usage d'une multiplicité de termes, garants d'une certaine neutralité : « Tout puissant », « Main invisible », « Providence », « Créateur » ou « Juge suprême » font partie de ce champ lexical. Conserver une forme de généralité devient primordial afin de faciliter l'identification du plus grand nombre d'individus à cette religion civile. En ce sens, les discours politiques se révèlent être un exercice délicat car « toute suggestion selon laquelle Dieu est connecté à l'identité nationale américaine est potentiellement une source problématique d'exclusion des athées et agnostiques⁸³ ». Sans même se considérer comme athées ou agnostiques, plus de 20 % des Américains affirment n'appartenir à aucune religion. Ces *nones*, sont une part importante de la nation qu'il ne faut pas négliger⁸⁴. Barack Obama, tout en conservant la symbolique associée à la religion civile, semble avoir œuvré dans cette perspective d'intégration, dans cet « esprit social » inspiré des réflexions de Jean-Jacques Rousseau. Ainsi, il n'a pas hésité à inclure les non-croyants ou *non believers* dans ses discours⁸⁵. Il est vrai que l'expression même de « religion civile » peut être un frein à cette intégration. Elle pourrait prendre une dénomination plus neutre. Olivier Appaix évoquait

79. *Everson v. Board of Education*, 330 U.S. 1 (1947).

80. M. GUILLEMIN, *La religion civile américaine*, *op. cit.*, p. 24.

81. R. N. BELLAH, « La religion civile en Amérique », *art. cit.*, p. 13.

82. F. FORET, *art. cit.*, p. 125.

83. C. B. CHAPP, *Religious Rhetoric and American Politics: The Endurance of Civil Religion in Electoral Campaigns*, Ithaca, Cornell University Press, 2012, p. 58 [trad. par nous].

84. A. BARB, *art. cit.*, p. 28 et s.

85. K. COE, D. DOMKE, P. SHEETS, « Barack Obama and the Expansion of American Civil Religion », in J. A. EDWARDS and J. M. VALENZANO (eds), *The Rhetoric of American Civil Religion. Symbols, Sinners, and Saints*, Lanham, Lexington, 2016, p. 194 et s.

une « spiritualité constitutionnelle⁸⁶ », Camille Froidevaux-Metterie admettait une union autour d'un « idéal spirituel⁸⁷ », et Roger Errera envisageait cette articulation entre religion civile, laïcité et liberté religieuse comme une « politique de paix civile⁸⁸ ». Cette volonté de neutralité de la religion civile américaine peut lui permettre de prétendre à une forme d'universalité⁸⁹. Lorsque Robert N. Bellah évoque l'éventualité d'une « religion civile mondiale », il l'envisage comme « l'épanouissement de la religion civile américaine⁹⁰ ». Dans cette optique, se fonder sur les droits de l'homme semble pertinent puisque « les droits de l'Homme, comme référent principal de la raison publique, sont plus inclusifs que les religions⁹¹ ». Les limites rencontrées par la religion civile américaine en cette troisième période d'épreuve, cette « crise de la théologie » précédemment évoquée, s'en trouveraient dépassées.

2.2. VERS UNE RELIGION CIVILE MONDIALE FONDÉE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Pour Durkheim, dont les travaux ont été réinvestis par Robert N. Bellah⁹², le cœur de l'éducation se trouvait dans sa portée morale, mais pas dans une dimension purement religieuse. Il était question de mettre en place « une nouvelle morale séculière fondée sur sa compréhension de l'individualisme comme valeur centrale de la société moderne⁹³. » C'est dans la promotion des droits de l'homme que certains auteurs ont retrouvé ces derniers éléments et se sont demandé s'il n'était pas judicieux de les considérer comme une potentielle religion civile universelle. La protection des individus est

86. O. APPAIX, art. cit., p. 76-88.

87. C. FROIDEVAUX, art. cit., p. 80-81 : « les Pères fondateurs s'entendent sur l'idée d'une religion rationnelle qui puisse rassembler les différentes dénominations autour d'un même projet spirituel. »

88. R. ERRERA, « Liberté religieuse et laïcité. Pour une politique de paix civile », *Études*, 2005/11, p. 475 et s.

89. P. W. KAHN, « A civil religion of human rights? », in H. PORS DAM, *Civil Religion, Human Rights and International Relations. Connecting People Across Cultures and Traditions*, Cheltenham, Edward Elgar, 2012, p. 42 : l'auteur revient sur cette troisième période d'épreuve qui oblige la religion civile américaine à concilier ses particularités avec l'idée d'une religion civile mondiale, donc un caractère universel.

90. R. N. BELLAH, « La religion civile en Amérique », art. cit., p. 22.

91. J. M. FERRY, « Face à la tension, entre droits de l'homme et religion, quelle éthique universelle ? Réflexions sur un au-delà problématique de la laïcité », *Recherches de science religieuse*, 2007/1, p. 63.

92. J. COENEN-HUTHER, art. cit., p. 510.

93. R. N. BELLAH, « Morale, religion et société dans l'œuvre durkheimienne », *ASSR*, n° 69, 1990, p. 11.

un aspect présent tant dans la promotion des droits de l'homme que dans la majorité des religions⁹⁴.

Helle Porsdam « ouvre [la réflexion] avec l'argument selon lequel les droits de l'homme sont devenus une sorte de religion civile internationale⁹⁵ ». En s'inscrivant dans cette perspective, les États-Unis, au travers de leur propre religion civile, se présenteraient comme les précepteurs les plus légitimes. Dans l'hypothèse où la religion civile américaine serait confondue avec une religion civile des droits de l'homme, une question peut se poser : l'Amérique peut-elle consciemment se réserver l'exclusivité de cette « mission » ? Blandine Chelini-Pont nous rappelle à ce titre les mots de Georges W. Bush dans un discours du 18 mai 2001 : « nous serons toujours le *leader* mondial pour défendre les droits de l'homme. » Mais tout l'intérêt de sa réflexion est de montrer que les États-Unis ne sont pas les seuls à s'être octroyé ce rôle de premier ordre. Elle revient sur la déclaration de Jacques Chirac, datant du 17 décembre 2003 : « partout dans le monde, la France est connue comme le pays des Droits de l'homme⁹⁶. » Mentionnons également les propos de François Hollande dans le discours post-attentat du 16 novembre 2015 : « nous [la France] sommes la patrie des Droits de l'Homme. » Emmanuel Macron réaffirmait quant à lui dans son discours à la Cour européenne des droits de l'homme : « faire prévaloir les droits de l'Homme est un combat, y compris pour des pays comme la France, qui y sont viscéralement attachés⁹⁷. » Une certaine concurrence se dessine entre ces deux « entités protectrices », pionnières dans la construction des droits de l'homme. Le *Bill of rights* des États-Unis et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en France ont inspiré de nombreux autres États⁹⁸.

Comme précédemment évoqué, les analyses relatives à la religion civile posent la question d'une possible « exclusivité » des États-Unis. Pourtant, cette

94. M. VENTURA, « Human rights within religions », in S. FERRARI, *Routledge Handbook of Law and Religion*, London, Routledge, 2015, p. 162 : il est souvent considéré que la religion comme les droits de l'homme sont relatifs à une série de pratiques et de croyances profondes. Selon Marco Ventura, ces deux ensembles possèdent de nombreuses fonctions communes dont la première serait leur ambition d'universalité.

95. H. PORSDAM, « Introduction », in H. PORSDAM, *Civil Religion, Human Rights and International Relations*, *op. cit.*, p. 12 [trad. par nous].

96. B. CHELINI-PONT, « Laïcités française et américaine en miroir », *CRDF*, n° 4, 2005, p. 108.

97. V. la transcription du discours du Président de la République à la Cour européenne des droits de l'homme : <http://www.elysee.fr/declarations/article/transcription-du-discours-du-president-de-la-republique-a-la-cour-europeenne-des-droits-de-l-homme/> [consulté le 2 mai 2018].

98. *Ibid.*, p. 107-108.

réflexion a également été développée en France⁹⁹. Dans le discours de Robespierre, par exemple, la religion civile fut clairement présentée comme une particularité française. Éric Desmons nous le rappelle : « cette religion civile ne peut être sans réserve confondue avec une religion de l'Humanité [...] ». La religion civile est l'expression du génie français, un génie national et messianique qui est censé brandir pour l'Humanité entière l'étendard de la liberté, face aux tyrannies qui la foulent au pied¹⁰⁰. » Malgré tout, il faut rappeler l'échec du culte de l'Être suprême en tant que religion civile française. Jean-Paul Willaime confirme que « la religion civile à la française [...], bien que laïque, n'a pas réussi à extirper toute référence religieuse de l'imaginaire qu'elle met en œuvre¹⁰¹ ». L'harmonisation entre religion civile, État et pluralisme religieux ne s'est pas réalisée au même titre qu'aux États-Unis¹⁰². Selon Catherine Albanese, le système américain a permis une articulation entre « *the manyness of religions* » et « *the oneness of religion* ». La première expression fait référence au pluralisme religieux, la seconde à une unité des Américains autour d'un « *public mainstream* » ou intérêt général¹⁰³. La diversité des religions ne fait donc pas obstacle à un dessein commun.

Toutefois, promouvoir les droits de l'homme au travers d'une religion civile et servir de modèle au monde suppose une exemplarité incontestable. Or, il est rappelé que « dans les faits, le respect de la liberté, de l'état de droit, des droits des accusés, de la liberté religieuse et le respect pour l'humanité sont des valeurs qui n'ont pas toujours été rigoureusement respectées¹⁰⁴ ». Dans ce projet, et comme la France auparavant, les États-Unis pourraient donc trouver leurs propres limites.

99. J.-P. WILLAIME, « La religion civile à la française », *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*, n° 6, 1985, p. 14 : « La fondation de la République française est inséparable de la formation d'une religion laïque qui s'exprima sous diverses formes, de la Révolution de 1789 à nos jours. »

100. É. DESMONS, « Réflexions sur la politique et la religion, de Rousseau à Robespierre », *Rev. française d'histoire des idées politiques*, n° 29, 2009, p. 93.

101. J.-P. WILLAIME, art. cit., p. 25

102. M. GUILLEMIN, *La religion civile américaine*, op.cit., p. 30-33.

103. M. PASQUIER, *Religion in America: the basics*, London, Routledge, 2017, p. 21.

104. M. B. MCNAUGHT, op.cit., p. 71.